

## PLAN **أبدأ** V2.0 (2016-2018)

### Dix chantiers d'urgence en Trois ans pour éviter l'iceberg

*Nous avons une dernière fenêtre d'opportunité pour réformer ne la perdons pas !*

Ce plan ABDA II **أبدأ** V2.0 propose dix mesures resserrées, réalisables en 3 ans, axées sur le sauvetage de l'économie algérienne et le bien être du citoyen, articulées autour de quatre lignes directrices (**ABDA**) :

- Arrêter** les dégâts et les gaspillages
- Booster** et transformer l'action publique
- Démarrer** les réformes difficiles
- Accélérer** les réformes pour rattraper notre retard

Ces dix chantiers prioritaires visent à générer un **choc positif** pour déclencher **l'assainissement des finances publiques**, la **diversification économique**, la **croissance** et la **création d'emploi** et le maintien de notre idéal de **justice sociale** et l'amélioration de la **gouvernance** et du **bien-être du citoyen**.

Le collectif NABNI met en garde contre le risque de réduire le diagnostic de la situation économique à la seule « crise » induite par la baisse du prix du baril de pétrole. Persister dans cette erreur de diagnostic et se limiter à des solutions conjoncturelles de réduction des dépenses, « le temps que la tempête passe » ne ferait qu'aggraver la situation et détourner l'attention des problèmes de fond.

Le statu quo n'est plus soutenable : au rythme actuel, le Fonds de Régulation des Recettes s'épuisera en 2017 et les réserves de change disparaîtront d'ici 2020.

La gravité de cette crise « conjoncturelle » (provoquée par la baisse du prix du baril de pétrole) ne doit pas occulter « les problèmes structurels ». Notre économie dépendante des hydrocarbures n'a pas entamé le virage de la diversification. Le climat des affaires est des plus défavorables. Notre modèle économique est dans une impasse :

L'urgence est double car il faut à la fois :

- i) faire face aux problèmes de court terme résultant du contrechoc pétrolier et
- ii) adresser les problèmes structurels à l'origine de la faillite de notre modèle économique

**Ce plan d'urgence est dépourvu d'idéologie et se veut pragmatique** loin des vœux pieux et des idéaux irréalisables. L'heure des choix a sonné et le réalisme et le pragmatisme doivent prévaloir sur les dogmes. Les capacités actuelles de l'Etat ne changeront pas dans le court-terme. Il faut

penser les réformes en tenant compte de ces capacités limitées et de la mauvaise gouvernance qui risque de perdurer. Il nous faudra donc penser à redéployer le rôle de l'Etat vers le service au citoyen et l'intérêt général (services au citoyen, santé, éducation, protection sociale, régulation, climat des affaires et sécurité) et mieux cibler son intervention en tant qu'acteur dans la sphère économique. Aussi, ce plan d'urgence a une **portée sociale accentuée** en proposant d'améliorer l'accès au logement ainsi que de réformer le système de solidarité et de redistribution plus juste.

Ce Plan d'Urgence traite de mesures **économiques, sociales** et de **gouvernance** mais ne traite pas de la **santé**, ni de **l'éducation** ni des **technologies de l'information**, de **l'urbanisme**, de **la culture** ou du **vivre ensemble** car ces sujets – méritant un plan d'urgence à eux seuls- feront l'objet de consultations et de publications spécifiques.

**Le message principal que véhicule ABDA est que nous avons une dernière chance et une formidable opportunité de sauver le navire Algérie du naufrage. Saisissons là maintenant avant qu'il ne soit trop tard.**

## **Octobre 2015, un an après le choc pétrolier, où en sommes-nous ?**

### **Un contexte durablement turbulent et volatile**

Nous faisons, comme en 1985, face à un nouveau choc pétrolier et les indicateurs économiques suffisent à prendre la mesure de l'urgence de la situation.

Moins d'un an après le choc pétrolier de fin 2014 et l'effondrement des prix du brut, on s'achemine vraisemblablement vers un baril durablement en dessous de 60 dollars voire autour de 30 dollars selon les scénarios les plus pessimistes. L'Algérie qui dépend à 96% des hydrocarbures pour ses recettes d'exportation, à 70% pour ses recettes fiscales et à 40% pour son PIB, est de plus en plus vulnérable face à des marchés pétroliers de plus en plus volatiles et dans une spirale baissière à court et moyen terme.

Pétrole : Tout laisse à penser que les prix vont rester bas sur les années à venir. Le pétrole iranien se déversera sur les marchés mondiaux aussitôt l'accord sur le nucléaire entériné. Le pétrole libyen pourrait en faire de même prochainement. Cet afflux d'offre, conjugué au refus des pays de l'OPEP dont l'Arabie Saoudite, son principal producteur, de baisser leurs production, ne peut que maintenir les prix à leur niveau actuel voire, conjugué à un ralentissement de l'économie chinoise entraînant avec elle l'économie mondiale, de les mener vers l'effondrement.

Gaz : le marché gazier est de plus en plus volatile car l'Union Européenne, le principal client de l'Algérie, fait pression sur ses fournisseurs afin que le gaz soit indexé sur les prix des marchés spots, souvent plus bas et plus volatiles, au détriment des contrats de long terme auxquels nous nous sommes accoutumés, qui offrent plus de visibilité et de stabilité en matière de prix. Par ailleurs, la Russie multiplie les projets de gazoducs et les accords pour approvisionner l'Europe et la Chine et le reste de l'Asie (notamment en Gaz Naturel Liquéfié). L'Egypte vient de faire une découverte majeure. Nos contrats de gaz arrivent à échéance. Tous ces éléments se conjuguent pour rendre la phase actuelle très difficile pour notre pays. Vu la croissance de la consommation interne, combien de gaz allons-nous pouvoir exporter à l'horizon 2020 ?

Notre modèle économique, fiscal et budgétaire n'est plus soutenable. Le matelas budgétaire accumulé au cours des quinze dernières années, le Fonds de Régulation des Recettes, sera épuisé en 2017. Nous devons alors recourir à l'endettement, interne, pour commencer. Les réserves de change s'épuiseront vers 2020. Nous devons alors recourir à l'endettement externe si rien n'est fait pour inverser ces tendances.

L'équation est simple mais multiple :

- Notre Etat dépense trop et mal, notamment en termes de transferts sociaux mal ciblés et inefficaces et en termes de dépenses de fonctionnement. Ceux-ci doivent être réduits au cours des prochaines années. Nous n'avons pas le choix. Surtout si nous ne voulons pas réduire l'effort d'investissement public qui, contrairement à ce qui a été fait dans les années 1980, doit être maintenu. Même s'il doit être mieux ciblé sur des projets prioritaires et plus efficace.
- L'investissement privé, les exportations et la productivité hors-hydrocarbures sont trop faibles. Point de diversification ou d'augmentation substantielle des recettes ordinaires de l'Etat, ni d'augmentation sensible de l'assiette fiscale sans un tissu d'entreprises plus dense, plus dynamique et en croissance.
- L'assiette fiscale de l'Etat, en dehors du secteur public et celui des hydrocarbures, est trop faible. Il faut trouver de nouvelles sources d'impôts, diversifier et accroître l'assiette fiscale.

### **Pendant ce temps-là, nos voisins s'adaptent et réforment...**

L'été 2015 a vu plusieurs pays de la région Moyen Orient et Afrique du Nord reformer leur politique de subventions ainsi que leurs politiques d'investissements et le fonctionnement de leur Administration.

Que ce soit la Jordanie qui réduit ses subventions à l'eau, l'énergie et les denrées alimentaires pour rééquilibrer son budget, le Maroc qui met fin aux subventions au gaz, au blé et au sucre (après avoir supprimé celles liées aux carburants), les Emirats Arabes Unis qui mettent fin aux subventions aux carburants, le Kuwait qui entame ces mêmes réformes et s'ouvre davantage à l'investissement étranger ou l'Egypte qui a entamé ces mêmes réformes des subventions et du ciblage des aides. Avant eux, l'Iran, la Tunisie et d'autres avaient mis fin aux subventions à l'énergie et aux produits alimentaires les réservant aux plus démunis.

Les progrès de nos voisins ne portent pas uniquement sur un meilleur ciblage des subventions et sur l'abandon de transferts inefficaces par des prix subventionnés pour tous. Ils portent aussi sur l'amélioration du climat des affaires, de la concurrence et de l'industrialisation. La stratégie industrielle du Maroc commence à porter ses fruits : les exportations automobiles viennent de dépasser leurs exportations de phosphate ; l'industrie aéronautique a créé plus de 15.000 emplois et le chômage continue de baisser. La Tunisie et l'Egypte continuent d'améliorer l'environnement des entreprises. La concurrence pour attirer des investisseurs internationaux de référence est rude—le résultat est l'insertion dans des chaînes de valeur globales. Notre pays est en dehors de cette dynamique. On ne peut plus se le permettre. La situation financière a mis à nu l'échec de notre approche économique qui est en décalage avec celles des pays qui croissent et se développent, dans notre région, en Asie ou ailleurs.

### **Dix chantiers en trois ans pour redresser la barre—nous ne pouvons aspirer à plus, compte tenu de nos capacités actuelles de mise en œuvre de réformes**

Point de salut sans commencer les vraies réformes difficiles, en profondeur et de façon cohérente et globale afin qu'elles produisent leurs effets au plus vite : rationalisation des importations, rationalisation de la consommation, des dépenses de l'Etat et de nos ressources financières et naturelles, accroissement des recettes fiscales de l'Etat.

**Inutile de concevoir des méga-plans d'actions : la capacité de mise en œuvre des réformes est limitée.** L'exigence de réalisme nous impose de voir la réalité en face : notre Etat et ses institutions

sont affaiblis. La capacité de réforme est très limitée. Nous ne pouvons pas compter sur une mue instantanée de notre Administration qui lui permettrait de mettre en œuvre un plan d'actions global, complexe et multisectoriel.

Ces dix chantiers s'articulent autour de 4 lignes directrices :

- **Arrêter les dégâts et les gaspillages**

*Il s'agit d'inverser les décisions qui ont clairement échoué, qui ont montré leur inefficacité ou qui sont trop coûteuses ou injustes et mènent au gaspillage. « Arrêter les dégâts » en permettant d'initialiser immédiatement des changements d'approche conséquents qui freinent la détérioration de la situation. Faire ce que l'Etat fait si rarement: admettre que certains choix étaient contre-productifs et y mettre fin.*

**Mesure n° 1 : Rationaliser les dépenses et recettes de l'Etat**

**Mesure n° 2 : Améliorer l'accès au logement**

- **Booster et transformer l'action publique**

*Il s'agit d'identifier des mesures fondamentales de réforme de l'Etat et de la gouvernance qui jettent les bases d'un Etat moderne, d'un Etat de DROITS (Détaché de la rente, Redevable, Ouvert, Inclusif, Transparent et Stratège). Il s'agit d'identifier quelles mesures structurelles peuvent être mises en œuvre en trois ans. Réaliser un bond qualitatif dans la gouvernance publique.*

**Mesure n° 3 : Engager un bond de transparence et d'accès à l'information publique.**

**Chantier n° 4 : Créer une delivery unit pour la mise en œuvre des réformes**

**Chantier n° 5 : Créer une nouvelle école de gouvernance**

- **Démarrer les réformes difficiles**

*Il s'agit d'engager sans attendre, même à petites doses et de façon progressive, les réformes les plus difficiles que nous savons inévitables. Profiter de l'opportunité que nous avons encore d'étaler dans le temps ces réformes afin d'en limiter le coût social et de mettre en place les mécanismes compensatoires pour les citoyens les plus affectés afin de réduire efficacement la pauvreté. Même de manière graduelle, le but est de commencer ces réformes jamais entamées. Engager des réformes qui peuvent être impopulaires mais qui sont inévitables. Ignorées et évitées depuis trop longtemps : il est temps d'y aller !*

**Chantier n° 6 : Amorcer la refonte du système de redistribution sociale en lançant un programme de transferts monétaires directs ciblé vers les plus démunis.**

**Chantier n° 7 : Entamer une augmentation progressive et différenciée des prix des biens et services subventionnés.**

- **Accélérer les réformes pour rattraper notre retard**

*Il s'agit de donner un coup d'accélérateur aux réformes qui sont restées trop longtemps en suspens. Des « bonds en avant » pour engager le changement, mobiliser l'Administration, aboutir à des résultats sur trois ans et donner de la crédibilité au processus. Choisir trois chantiers de réformes prioritaires—pas plus—et concentrer les efforts et le capital politique et administratif pour réaliser un bond qualitatif majeur, tangible et visible. Avancer sur ce qui a trop longtemps été bloqué.*

**Chantier n° 8 : Opérer la réforme bancaire en 3 ans.**

**Chantier n° 9 : Réaliser un choc de simplification administrative pour les entreprises.**

**Chantier n° 10 : Attirer 10 investissements directs étrangers (IDE) majeurs de 10 multinationales de référence dans 10 secteurs avec création de pôles de compétitivité autour d'eux.**